



L'effondrement

Une société fondée sur le pillage et la spoliation, l'injustice et la spéculation, semble agoniser aux sud de la frontière. L'égoïsme racial et social érigé en système avec les lois iniques et une vision de l'histoire assez restreinte pour s'auto-justifier à l'infini. Un pays qui considère la propriété privée comme la valeur la plus sacrée, même si celle-ci est le résultat de l'esclavage, de la guerre, du racisme et du génocide. En fait, partout dans les Amériques on retrouve à des degrés divers ce féodalisme qui ne dit pas son nom. Qu'il s'agisse des propriétaires de taudis à Montréal, de la discrimination dans l'embauche, du profilage racial, ou bien d'une Amérique blanche qui récolte ce qu'elle a semé, le tout à l'argent nous a conduit sur une pente glissante parce qu'on ne considère plus le respect de la dignité humaine comme valeur suprême de l'agir humain. Bien sûr, on peut reprocher aux manifestants outrés par l'assassinat de George Floyd d'user de violence, voire déplorer les pillages et le vandalisme. Moi, j'y entends une colère sociale longtemps retenue devant un gouvernement qui n'offre aucun

support aux gens qui vivent au bas de l'échelle: les écoles délabrées, les quartiers misérables, le manque d'opportunités, l'absence de couverture sociale, les soins de santé inaccessibles, le taux le plus élevé d'incarcération au monde, l'arbitraire social du système de justice, le processus électoral qui n'offre d'autre choix que la sénilité de l'un à la démence de l'autre. La déliquescence des États-Unis inquiète et rien n'est fait pour redresser la navire. Comme l'a dit récemment Edgar Morin: « Depuis quarante ans, la politique a été réduite à l'économie et cette dernière au néolibéralisme ». Une civilisation est comme un édifice qui s'élève sur plusieurs étages, mais si les fondements du contrat social, les liens qui unissent les membres de chaque société ne sont pas respectueux des droits et de la dignité de chacun, le ciment s'effrite, l'édifice s'ébranle et il risque à tout moment de s'effondrer. Bien sûr la police et l'armée vont reprendre le contrôle comme ils l'ont fait au Chili en 1973 et ailleurs où les gentils soldats américains sont intervenus, mais cela nous laissera un goût amer où les droits démocratiques et les libertés civiles seront anéantis à jamais pour être remplacés par la paradis

de la consommation pour ceux et celles qui pourront encore se le permettre. Bienvenus dans cette belle et grande dystopie que de nombreux peuples du sud global expérimentent depuis plusieurs décennie grâce aux forces du libre-marché. Le chant du cygne de l'Occident n'est pas beau à entendre et lorsque l'eau se retire, le tsunami n'est pas loin. Pour le Canada, cela nous place devant un dilemme. Un peu comme l'invité à une grande fête qui s'en va sur la pointe des pieds lorsqu'éclate une chicane de famille. Militairement parlant, notre principal ennemi sera toujours la faim et le froid. Si le géant d'à côté sombre dans l'anarchie, il faudrait penser à notre souveraineté alimentaire et surtout, à ne pas suivre ce mauvaise exemple d'une société qui ne tient plus ensemble que par la contrainte et la peur de l'autre. Yves Carrier

DANS CETTE ÉDITION

Spiritualité et citoyenneté	2
Préjugés et pandémie	3
Lettre Collectif TRAAQ	4
Ni anges, ni démons	5-6
L'humanité à la queue leu leu	7-8
Feu 3ème lien	9
100 principes pour le monde	10-12
Alerte au Venezuela	13-15
Calendrier	16

Joyeuse anniversaire !

Emilie Frémont-Cloutier, 01 juin / Denis Auger, 12 juin /
 Réjean Dumais, 15 juin / Gérald Doré, 27 juin
 André Gadbois, 29 juin



SPIRITUALITÉ et CITOYENNETÉ

par Robert Lapointe

TOUT EST POUR LE MIEUX

Vikkram, le roi de Dharmapouri, avait un excellent ministre nommé Anirouttar. Celui-ci avait pour manie de dire à tout moment et en toutes circonstances : « tout est pour le mieux », ce qui agaçait le roi.

Un jour que Vikkram et son ministre étaient allés à la chasse, le roi se blessa au doigt en coupant une branche qui barrait le chemin. Voyant cela, Anirouttar ne put s'empêcher de dire : « Tout est pour le mieux, ô mon roi ». Fou de colère, le roi l'emmena près d'un puits en ruine et à sec. « Je m'en vais te jeter dans ce puits, hurla-t-il, qu'en penses-tu ?

-Tout est pour le mieux », répondit le ministre, imperturbable. Le roi le jeta alors dans le puits et repartit chasser.

Soudain, alors qu'il poursuivait une bête, il se retrouva cerné par un groupe de sauvages, adoreurs de la déesse Kali à laquelle ils avaient coutume d'offrir en sacrifice des humains exempts de toute impureté. Le beau Vikkram fut donc saisi, garroté et traîné jusqu'au temple de Kali pour y être sacrifié. Le prêtre du temple lui fit prendre un bain, car toute offrande faite à la déesse, fût-elle un homme, devait être pure. Pendant le bain, le prêtre aperçut la blessure au doigt de Vikkram. Il déclara alors que Vikkram, ayant une blessure, était souillé et ne pouvait être sacrifié.

Ravi d'être encore vivant, le roi se souvint des paroles de son ministre et, ayant été remis en liberté par les adoreurs de Kali, rebroussa chemin pour aider l'infortuné à sortir du puits où il l'avait jeté. Lorsque Anirouttar fut tiré d'affaire, il lui conta son aventure. Il approuva son « tout est pour le mieux » car, sans son doigt blessé, il serait déjà au paradis.

Il eut toutefois un doute. « Anirouttar, dit-il alors à son ministre, ton « tout est pour le mieux » s'est révélé juste pour moi. Mais comment le justifies-tu pour toi? » Anirouttar s'empressa de lui répondre : « Seigneur, si vous ne m'aviez pas poussé dans le puits, j'aurais été capturé par ces sauvages et sacrifié à la déesse Kali. Voilà pourquoi, pour moi aussi, tout est pour le mieux. »

Shanmuganandan Madanacalliany, *Contes tamouls de Pondichéry*, Karthala, 2003, p.94.

Philosophie magazine hors-série No 44, *Sagesses du monde*, p. 34.

La leçon de ce conte, vous le devinez, s'applique à bien des situations, actuelles ou non. Elle est un peu le pendant de la réflexion « rien n'arrive pour rien ». Elle est liée aussi à l'idée d'acceptation à la fois de l'instant présent et d'une certaine destinée. Mais on peut contester ce genre de point de vue et avoir raison de le faire.

La sagesse est un don de l'expérience et de la réflexion sur celle-ci. C'est de la grosse morale, tout ça, et faites donc comme il vous plaira, ou comme votre conscience vous l'indique, mais élevez vos niveaux de conscience et gardez l'esprit critique.

Robert Lapointe, affreux moralisateur.

Bonne fin de coronavirus!

Pourquoi pendant ces moments difficiles on a toujours des préjugés

Robert Roussel, Montréal, 30 avril 2020

Bonjour, mon nom est Robert Roussel, j'ai 48 ans, je suis célibataire et je demeure à Montréal.

Je suis sur l'aide sociale depuis 2008 (inapte au travail) mais pour sortir de l'isolement je fais (oups! je faisais) beaucoup de bénévolat et maintenant j'en fais un peu moins à cause des circonstances qu'on vit en ce moment.

Ce que j'aime faire comme bénévolat surtout et ça me donne une grande confiance en moi, c'est de la photo. Mon rêve est de travailler peut-être un jour dans les médias...

J'aurais une question à poser à toutes les personnes qui portent des préjugés envers les personnes assistées sociales: **pourquoi vous pensez que les personnes assistées sociales sont toutes des paresseux, des profiteurs, des voleurs du système ?**

Cette question se répète durant la crise qu'on vit en ce moment.

Mais moi, est-ce que je devrais porter un jugement sur toutes les personnes qui ne travaillent pas actuellement mais reçoivent tout de même de l'aide du gouvernement (fédéral ou provincial) ?

Réfléchissez un peu. Imaginez que vous êtes sur l'aide sociale et que vous n'avez pas de travail. Vous êtes malades et vous recevez de l'aide du gouvernement. C'est la même chose qu'on soit ou soit pas en confinement.

Arrêtons de porter des préjugés et ça va bien aller.

Cette lettre d'opinion a été publiée dans le Devoir du 8 mai 2020

BRÈVES 3

Robert Lapointe

Air virus

Selon Charlie-Hebdo, les coronavirus auraient voyagé avec les joyeux milliardaires qui ont fui la Chine au moment de l'épidémie au Hubei. Maintenant qu'ils ont laissé certains de leurs compagnons en Italie et ailleurs, ils rentrent au pays avec, peut-être, certains d'entre eux. Est-ce que ça va repartir pour un tour. On sait que le transport aérien joue un rôle essentiel dans l'expansion de la pandémie. Chez Airbus, on continue à produire beaucoup d'avions, avec l'appui des syndicats. Après tout, pourquoi ne pas profiter de la déconfiture de Boeing!

Néolibéralisme

Félicitons cette doctrine économique. Vers l'an 2000, la France bénéficiait du meilleur rapport qualité/prix au monde dans le domaine de la santé : un scandale! Les gouvernements qui ont suivi ont commencé à démanteler le réseau public français; Macron a accéléré le mouvement. Efficacité, rentabilité! Puis est arrivée la COVID-19, où même les cotons tiges manquent, sans parler de l'écœurement du personnel. Le privé sera-t-il le grand gagnant de cette pandémie. Après les canicules et le coronavirus, le néolibéralisme finira pour achever les vieux!

Au Brésil

Bolsonaro, le Trump brésilien, parle d'hystérie à propos de la pandémie. Les narcotrafiquants, qui contrôlent les favelas, appliquent le même genre de mesures que des États responsables ont pris dans plusieurs pays. Quand l'État est absent, qui prend la place, les barbus, les trafiquants, la société civile? Ce sont ceux qui sont les plus forts.

C'est cochon

La peste porcine africaine a tué en Chine près de 300 000 000 de cochons sur le milliard 300 millions que compte la planète. En Chine, pour ces animaux proches des humains, on va même jusqu'à construire des petits gratte-ciel (l'un de 13 étages « loge » 1000 porcs par étage). Ne soyons pas surpris que des maladies transmises à l'homme y naissent. Et des bactéries s'en mêlent. Notamment le staphylocoque doré, qui a tué, en 2005, 19 000 personnes aux États-Unis. Celui-ci infecte presque la moitié des 20 porcheries industrielles de l'Ontario : un porc sur quatre est contaminé. Nous nous préparons des lendemains qui déchantent. Ces renseignements sont tirés du CHARLIE-HEBDO du 1^{er} avril 2020. Ce n'est pas un poisson d'avril.

Pêcheurs locaux et pêcheurs structuraux

D'ailleurs, à propos de poissons, les pêcheurs kényans sont très contents. Fini l'exportation de poissons congelés chinois. Les marchés sont approvisionnés avec des poissons locaux, conséquence de la pandémie. Par contre, en Europe, les petits pêcheurs sont obligés de rester à quai tandis que d'immenses chalutiers-usines écumant les mers et ramassent des quantités ahurissantes de poissons qu'ils peuvent congeler immédiatement. On appelle pêché structurel quand une pratique industrielle ou autre est nuisible pour de larges proportions de la population. La corruption en est un bon exemple. Aussi les crimes environnementaux. L'exploitation....

Lettre d'opinion du Collectif TRAAQ devant la pandémie

Québec, 10 mai 2020

Chers citoyennes et citoyens de la ville de Québec,

Nous nous adressons aujourd'hui à vous en tant que personnes à faible revenu utilisatrices du transport en commun et adapté. Nous sommes des travailleuses et des travailleurs, chômeuses et chômeurs, personnes assistées sociales. Avec l'appauvrissement et la grande précarisation que nous vivons, plusieurs de celles et ceux qui arrivaient encore à se payer une passe ou des billets de peine et de misère ne pourront plus. Le déficit de mobilité que plusieurs d'entre nous vivaient déjà se renforcera et par le fait même, notre isolement et notre exclusion sociale. Avant la crise, nous, les personnes à faible revenu étions déjà plusieurs dizaines de milliers dans notre belle ville. À présent, notre nombre augmente massivement. C'est avec un mélange de crainte et d'espoir que nous envisageons la sortie de crise et ses impacts sur ce service public.

Alors que par notre situation de faible revenu, nous sommes celles et ceux qui dépendent plus du transport en commun pour nos déplacements, plusieurs d'entre nous, même en période de pandémie n'avons pas le luxe de choisir d'utiliser un autre moyen de transport.

Beaucoup d'entre nous avons subi mises à pieds, pertes d'emploi et baisses de revenu importantes. Parmi celles et ceux qui demeurent à l'emploi, plusieurs et particulièrement des femmes sont au front comme commis d'épicerie, préposées et préposés aux bénéficiaires, préposées et préposés à l'entretien ménager, agentes et agents de sécurité. Aussi, actuellement nombre de chômeuses et de chômeurs, de personnes assistées sociales parmi nous, s'impliquent dans des ressources telles les banques alimentaires.

Bien que notre participation soit plus que jamais fondamentale, notre manque d'accès à un moyen de déplacement abordable s'avère un obstacle

grandissant pour nous. Force est de constater notre droit à la mobilité n'est pas reconnu! C'est non seulement injuste pour nous parce que cela empêche l'accès équitable aux soins de santé, à l'éducation, aux ressources communautaires, à l'emploi, mais une perte pour toute la communauté! En reconnaissance de ce droit, nous voulons l'implantation d'une tarification sociale basée sur le revenu.

Nous croyons qu'implanter un tel système ne peut qu'être gagnant pour notre ville. Faciliter notre accès au transport en commun, alors que nous sommes un nombre grandissant, aidera considérablement à la reprise de l'achalandage dans le Réseau de transport de la Capitale (RTC) à court terme, puis son augmentation à moyen terme. En fait, grâce à la tarification sociale, ceux et celles d'entre nous qui sont déjà nombreux à être des utilisatrices et utilisateurs assidus le seront encore plus. Pour ce qui est des autres, ils auront désormais ce qui leur manquait pour pouvoir embarquer!

Cette mesure garante d'équité et de solidarité ne fera pas que répondre à nos besoins. Faciliter l'accès au travail, aux épiceries, aux soins de santé aux ressources communautaires de citoyens et citoyenne ne peut que dynamiser une communauté. Saisissons cette opportunité!

Texte rédigé collectivement par le Collectif pour un transport abordable et accessible à Québec: Pour nous suivre:

Facebook: @traaqcollectif

Site internet: traaq.org

NI ANGES NI DÉMONES ! *par Joanne Laperrière*

Les personnes préposées aux bénéficiaires de nos CHSLD qui ont de l'expérience sont généralement des femmes. Elles ont en moyenne une cinquantaine d'années et plus de 20% d'entre elles appartiennent à une minorité ethnique visible, du moins dans les grandes villes. Au fil des événements de la crise de la COVID-19, ces femmes ont été désignées comme les grandes responsables des succès et des ratés des politiques sanitaires. Qualifiées d'"anges gardiens" en début de crise alors que Québec se sentait encore en plein contrôle de la situation, elles sont ensuite devenues d'ingérables chialeuses, d'irrationnelles peureuses ou pire, de vilaines déserteuses, aux pires moments de la pandémie.

Le terme d'"anges-gardiens", répété par François Legault pour désigner les personnes préposées aux bénéficiaires lors de ses premiers points de presse, paraît flatteur à première vue et ce, en dépit de sa connotation religieuse douteuse. Pourtant, il reprend un stéréotype bien ancré dans l'imaginaire collectif nord-américain : celui de la femme maternelle qui n'a d'autre but dans la vie que de veiller sur autrui. C'est la figure de la bonne vieille nounou de couleur, infatigable malgré des conditions de travail pitoyables, dévouée et loyale envers son patron même dans les pires épreuves.

Les adjectifs "peureuses" et "déserteuses" n'ont jamais été prononcés par les décideurs publics pour disqualifier les personnes préposées aux bénéficiaires. C'est tout de même l'image injurieuse qui se dégage des propos du premier ministre Legault pour expliquer les tragiques dérapages en CHSLD. Selon lui, la peur d'attraper le coronavirus aurait poussé 10 000 préposées aux bénéficiaires à s'absenter du travail, privant ainsi les personnes âgées des soins dont elles auraient dû bénéficier. Cette accusation à peine voilée reflète bien les préjugés des décideurs publics envers ces personnes dont celles qui sont des femmes de couleur. Elle rappelle le traitement qui a été réservé aux haïtiennes exilées qui avaient pris le chemin Roxham pour entrer au Québec en 2017. Encore aujourd'hui, ces personnes se voient refuser une aide concrète de Québec en vue de l'octroi de leur citoyenneté par le gouvernement fédéral et ce, même si elles ont fait partie de la première ligne de service en pleine crise des CHSLD.

Ce manque de reconnaissance envers le travail des femmes en temps de pandémie, tout spécialement celles qui font partie de minorités visibles, ne touche pas que les préposées aux bénéficiaires. Comment expliquer autrement la décision à la mi-avril, d'écarter la docteur Joanne Liu, sommité internationale en matière de lutte contre les épidémies, pour lui préférer Daniel Desharnais,

directeur principal de Tact intelligence conseil, une firme de relation publique ? Selon le discours officiel, l'ancien chef de cabinet du ministre Gaétan Barrette a hérité de la responsabilité de développer une stratégie de lutte contre la deuxième vague de l'épidémie et d'assurer la réorganisation des CHSLD parce que la docteur Liu ne connaît pas suffisamment le réseau de la santé et des services sociaux du Québec. Devant la performance du réseau en ces temps de pandémie, c'était peut-être plutôt une autre de ses compétences ...

À bas les masques !

Les préjugés racistes et sexistes visent-ils à cacher les causes systémiques du roulement de personnel en CHSLD ? C'est peut-être la raison pour laquelle le rapport réalisé deux ans avant le début de la pandémie par le Centre de recherche et de partage des savoirs du CIUSS du nord de Montréal est presque passé inaperçu.

De fait, ce rapport expose clairement trois conditions qui mènent aux arrêts de travail dans la catégorie d'emploi des personnes préposées aux bénéficiaires : l'intensification de la charge de travail, l'éloignement des gestionnaires et les conditions de travail.

L'intensification de la charge de travail

Les personnes préposées aux bénéficiaires d'expérience qui sont expérimentées déplorent l'intensification de la charge de travail depuis leur entrée en poste. Celle-ci est due à l'augmentation du nombre de bénéficiaires sous leur responsabilité mais aussi à l'alourdissement des problèmes de santé des bénéficiaires. En CHSLD, les personnes résidentes souffrent pour une grande partie d'entre eux de démence de type Alzheimer. L'aide au repas, les soins du corps, les déplacements d'un lieu à un autre, la routine du coucher et toutes les autres actions du quotidien deviennent donc des tâches beaucoup plus longues et difficiles à accomplir pour les personnes préposées aux bénéficiaires. Elles présentent aussi des risques accrus pour leur santé physique et mentale en raison de l'agressivité et de la violence des résidents. Plusieurs personnes préposées aux bénéficiaires ont dû s'absenter du travail à la suite d'une chute, d'une blessure ou d'une attaque. Dans les cas les plus graves, ces arrêts de travail ont eu de graves répercussions sur la vie personnelle et familiale des personnes préposées aux bénéficiaires.

NI ANGES NI DÉMONES ! *par Joanne Laperrière*

Évidemment, l'absence des personnes en arrêt de travail se solde par une intensification de la charge de travail des autres qui doivent se partager leurs tâches. La charge de travail devient si lourde qu'elle limite le temps consacré à l'encadrement et à la formation des membres du personnel embauchés pour remplacer les personnes en congé de maladie. Sans les apprentissages requis, dont ceux qui concernent la prévention des lésions professionnelles, les nouvelles recrues se blessent car elles ne savent pas comment se protéger face aux risques que présentent la répétition d'actes d'assistance, le soulèvement de poids et la violence des bénéficiaires souffrant de démence ou d'autres troubles cognitifs.

L'éloignement des gestionnaires

Les effets de la nouvelle gestion publique sont clairement pointés du doigt par les personnes préposées aux bénéficiaires. Selon elles, l'organisation du travail et le soutien aux tâches quotidiennes du personnel ne font pas partie des préoccupations des gestionnaires qui se montrent beaucoup plus ouverts aux avis et aux commentaires des bénéficiaires et de leurs proches-aidants. Elles notent la faible fréquence des rencontres du personnel avec les gestionnaires immédiats, les relations difficiles en matière de santé et de sécurité au travail et le manque de reconnaissance des gestionnaires.

En raison de l'éloignement des gestionnaires du "terrain", les personnes préposées aux bénéficiaires ne peuvent plus s'y référer et doivent trouver elles-mêmes des solutions face aux problèmes complexes qu'elles rencontrent "sur le plancher" y compris ceux qui sont reliés aux exigences des proches-aidants, aux conflits familiaux ou à l'état de santé changeant des bénéficiaires.

Les conditions de travail

Les conditions de travail demeurent une source d'insatisfaction pour les personnes préposées aux

bénéficiaires. Le bas salaire ne correspond pas du tout à la surcharge de travail ni aux responsabilités qui ne cessent de s'accroître pour satisfaire les demandes des bénéficiaires, des proches-aidants et des familles. Les personnes préposées aux bénéficiaires expérimentées comptent d'ailleurs sur un deuxième salaire au sein de leur foyer pour maintenir une qualité de vie acceptable.

Le lourd horaire de travail est un autre irritant. Les personnes préposées doivent accepter de travailler de soir, de nuit, durant la fin de semaine et durant les jours de fête. Cet horaire exigeant est particulièrement difficile pour les personnes à temps partiel et sur appel. Cependant, même en bénéficiant d'un poste à temps complet, le rythme de travail est intense, surtout pour les jeunes mères qui ont des responsabilités parentales. L'horaire et le rythme de travail sont difficilement acceptables surtout que les personnes préposées aux bénéficiaires n'ont pas toujours la possibilité de choisir leurs jours de vacances.

Les personnes préposées aux bénéficiaires représentent une force de travail dont le Québec ne peut pas se passer. Les traiter de "chialeuses", de "peureuses", de "déserteuses" ou même d'"anges-gardiens" permet aux décideurs publics de se défiler face à leurs responsabilités de leur donner de meilleures conditions de pratiques, que ce soit en CHSLD ou dans d'autres milieux de travail.

Lectures suggérées:

Marlihan Lopez et Laity Fary Ndiaye, "Quebec who cares?" Lettre ouverte, Ricochet.ca, 12 mai 2020

André Noël, "COVID-19: l'incroyable bêtise de se priver de la Dre Joanne Liu, Ricochet.ca, 26 mai 2020

FRANÇOIS AUBRY, PH. et D. YVES COUTURIER, PH. D. LA FRAGILISATION DE LA SANTÉ AU TRAVAIL DES PRÉPOSÉES AUX BÉNÉFICIAIRES ET DES AUXILIAIRES EN SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX EXPÉRIMENTÉES DU SECTEUR PUBLIC AU QUÉBEC : QUELLES CONSÉQUENCES SUR LA VIE PERSONNELLE ET FAMILIALE? Centre de recherche et de partage des savoirs CIUSS du nord de Montréal, InterActions, (2018)

L'humanité à la queue leu leu

Par Francine Bordeleau

Il y a 500 ans paraissait, issu de la plume de l'Anglais Thomas More, tout à la fois juriste, théologien, Chancelier du Royaume et réputé grand humaniste, le récit politico-philosophique *Utopia*.

Utopia, qui signifie « non lieu » ou « nulle part », c'est le nom d'une île où règne une société présentée comme la meilleure qui se puisse trouver. La société utopienne, de type patriarcal, est égalitaire; elle ignore l'argent, la propriété privée et le profit, et n'aime pas la guerre. Tout le monde travaille, principalement comme artisan ou fermier, et s'habille de la même façon. Toutes les villes sont conçues de manière identique.

En plus d'être à l'origine du néologisme « utopie » et de connaître un vif succès auprès des intellectuels du temps, le livre fut très diversement interprété. Saint Thomas More – l'homme a été canonisé en 1935, 400 ans pile après avoir péri sur l'échafaud – passe ainsi pour avoir jeté les bases d'un monde idéal, alors qu'en inventant le quasi-paradis terrestre d'Utopia, il aurait plutôt voulu faire une critique de la société anglaise (et européenne) du 16^e siècle.

Projets collectifs

Thomas More est considéré, à tort ou à raison, comme un précurseur du socialisme et du communisme, et reconnu comme l'instigateur d'un nouveau genre littéraire : l'utopie.

À sa suite, les utopies de papier ont fait florès. Mentionnons seulement *La Cité du Soleil* (Tommaso Campanella, 1623), *La Nouvelle Atlantide* (Francis Bacon, 1627), *Les Aventures de Télémaque* (Fénelon, 1699), *An 2440, rêve s'il en fut jamais* (Louis-

Sébastien Mercier, 1771), *Paul et Virginie* (Bernardin de Saint-Pierre, 1789), *Le Phalanstère* (Charles Fourier, vers 1830) ou encore *Voyage en Icarie* (Étienne Cabet, 1840).

Tous ces auteurs s'attachent à proposer un programme politique et social inédit, tantôt plus, tantôt moins élaboré, mais qui toujours vise le bonheur ici-bas et non dans un hypothétique au-delà. Dans les sociétés utopiques, chacun se voit assigner une place (un rôle, une occupation), jouit d'un juste accès aux ressources disponibles, peut compter avec des lois équitables et des gouvernements bienveillants.

Dans les sociétés utopiques, le bien commun et le bien-être collectif priment et, selon Thomas More et ses émules, ces intérêts supérieurs sont incompatibles avec l'expression du libre arbitre individuel. De fait les guerres, la misère, les famines, les iniquités et autres fléaux du même acabit n'ont-ils pas trop souvent comme source, en effet, la course à la satisfaction des désirs personnels?

Le collectif aliénant

Mais en ignorant, voire en niant les libertés et les motivations individuelles, l'utopie ne comporte-t-elle pas, comme effet pervers, le danger d'une société dictatoriale, totalitaire? Ces mondes idéals (parce que) collectivistes, où le sort de l'individu est prédéterminé, ne portent-ils pas en eux le germe de leur propre échec?

L'humanité à la queue leu leu

Par Francine Bordeleau

Cette question recevra une réponse cinglante au 20^e siècle, d'abord avec *Nous autres*, un roman de l'écrivain russe Evgueni Zamiatine publié en 1921. Dans cette histoire campée dans une mégapole coupée de la nature par un mur de verre, où tout le monde vit et travaille ensemble et est appelé à se confondre dans un « nous » indifférencié, où le sexe a remplacé l'amour, un ingénieur, matricule D-503, se révolte contre le « joug » du « bonheur mathématiquement exact », du bonheur préprogrammé et obligé.

Chronique d'un monde déshumanisé et sombre qui ne rappelle que trop la très réelle Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) créée en 1917 sur les décombres de l'Empire russe, *Nous autres* a fortement inspiré George Orwell pour *1984*, sa célébrissime et terrifiante parabole du totalitarisme publiée en 1949. L'action se déroule en 1984, comme de juste, dans un État policier. Bienvenue au pays de Big Brother, des télécrans de surveillance, de la délation, de la désinformation et de l'amnésie collective forcée!

Désillusions

Si Thomas More a inventé un genre littéraire, l'utopie, Evgueni Zamiatine en a inauguré un autre : la dystopie, ou contre-utopie. La dystopie, c'est quand un individu ne souscrit pas au modèle social apparemment parfait qui lui est proposé, ou quand il ne peut plus s'en accommoder. Dans la vraie vie, des modèles qu'on voulait « parfaits » ont été expérimentés à plus ou moins grande échelle.

L'un de ces modèles, commandé par ce qui fut appelé un « utopisme de caserne », a consisté en des colonies agro-militaires implantées dans certaines régions de la Russie à compter de 1810. Les conditions de vie y étaient atroces. Ces colonies abolies vers 1855 comptèrent au total plusieurs centaines de milliers de personnes (des soldats et des paysans ainsi que leurs familles) et connurent plusieurs révoltes sanglantes.

Le soviétisme est une autre utopie réalisée. Une utopie qui s'est vite révélée intenable.

Pour l'écrivain britannique Aldous Huxley, le modèle étatsunien de la société de consommation, qui en ses débuts promettait le bonheur pour tous à bas prix, n'était guère plus viable. Ce sera le propos du *Meilleur des mondes*, dystopie publiée en 1932, au plus fort de la Grande Dépression. Cette crise profonde qui a couru sur une bonne décennie a vu l'idéologie nazie gagner en force et a débouché sur la Seconde Guerre mondiale.

Coquin de sort, dans les récits dystopiques, caractérisés, on l'a dit, par la représentation de sociétés dysfonctionnelles et aberrantes, tout commence généralement par une crise mondiale, que celle-ci soit d'ordre économique, technologique, environnemental ou sanitaire.

Et la crise laisse l'humanité exsangue et effrayée.

Feu projet de troisième lien

Par Renaud Blais

Ex projet de 3e lien

Ce projet est encore à une étape à partir de laquelle il est possible de le remettre en question sans trop de perte en fonds publics. Il est donc urgent d'enterrer ce projet profondément dans un tombeau scellé. Ceci dégagerait d'énormes fonds publics pour davantage d'investissements dans le transport en commun de plusieurs villes du Québec. Et, dans notre Capitale-nationale, sur le pont de Québec qui dispose déjà de rails extrêmement sous utilisés, ceux-ci pourraient certainement être mis à profit pour du transport en commun avec de multiples effets profitables pour la collectivité des deux rives et autres arguments innovateurs rationnels.

Quand le gouvernement du Québec annoncera officiellement l'enterrement de ce projet devenu farfelu, il devra par la même occasion mettre l'accent sur les alternatives à l'utilisation des ponts aux heures de pointe. Avec un thème du genre : *Laissons la place aux autres sur les ponts aux heures de pointe*, une importante campagne publique mettant en valeur des alternatives comme le télétravail, d'abord aux heures en question et aussi des exemples comme l'Université Laval qui a réaménagé les heures de ces cours. Il y aura toujours un besoin d'utiliser les ponts aux heures de pointe. Une personne qui conduit un camion qui nous apporte des oranges d'Haïti ne pourra jamais stationner son camion à Laurier-Station et poursuivre son chemin en télétravail.

Pédagogie politique

Il serait très intéressant, de la part de M. Bonnardel, dans l'esprit des suites de la Commission Charbonneau, de nous faire part des nombreux nouveaux amis qui se sont sans doute bousculés à sa porte, depuis qu'il est redevenu l'un des importants ministres à donner des contrats. M. Bonnardel ferait en sorte de fermer définitivement la porte à des échanges de contrats (de routes) contre un financement politique digne de l'époque pré révolution tranquille.

Oui, des infrastructures

Il faudra toujours, et de plus en plus d'investissements publics dans des infrastructures existantes, utiles, financièrement défendables et collectivement

avantageuses. Les projets de transport en commun dans les villes, oui, il faut les pousser davantage. Les besoins sont là et soutenus par les scientifiques. Parlant de scientifiques, nous n'entendons pas souvent s'exprimer les scientifiques en chef de nos hôtels de ville! Un bel exemple de projet d'infrastructure très 21e siècle serait celui de TrensQuébec qu'il serait certainement possible de retrouver sous une mince couche de poussière. Pour éviter de le dénaturer, on retiendra sa formule coopérative qui prévoyait ainsi protéger indéfiniment et indépendamment des orientations idéologiques des différents gouvernements successifs, de vendre l'expertise développée au Québec grâce à nos surplus d'électricité.

Autre grand avantage de ce projet à ne pas oublier est sa formule « intermodale » qui permettrait, aux heures d'achalandage, d'utiliser les rails pour transporter des passagers et, quand il y a moins de demandes pour des personnes, on utiliserait les mêmes rails pour y transporter du fret. Finalement, ce projet a été conçu pour se déployer de façon interrégionale et s'étendre à toutes les régions du Québec. Inutile d'insister sur le potentiel développement industriel qui saurait sans nul doute s'exporter.

De réels services de maintien à domicile

Pour ce qui est d'établir réellement des services à domicile pour les personnes vieillissantes, ce qui était déjà clairement identifié dans le « virage ambulatoire » du rapport de la Commission Rochon. Ce qui explique qu'il est extrêmement difficile d'investir massivement pour établir ces services, c'est que cela ne donne pas l'opportunité aux gouvernements successifs de donner de lucratifs contrats de construction. Trois liens Québec-Lévis-Québec, c'est largement suffisant. Comme personne ne remet en question la Traverse, je ne comprends pas pourquoi les auteurs du nom de ce projet fumeux, eux, l'ont oublié.

Renaud Blais, activiste généraliste, 19 mai 2020

Membre de différents groupes informels préoccupés par l'existence et l'accessibilité à touTEs du transport en commun. Comme exemple, à Sainte-Foy, il est plus rapide de marcher entre l'Aquarium et la Base de plein air de Sainte-Foy que de tenter d'utiliser le transport en commun pour les rejoindre.

Le temps est venu, 100 principes pour un monde nouveau

Nicolas Hulot, écologiste, France Inter, 6 mai 2020

1. Le temps est venu, ensemble, de poser les premières pierres d'un nouveau monde.
2. Le temps est venu de transcender la peur en espoir.
3. Le temps est venu pour une nouvelle façon de penser.
4. Le temps est venu de la lucidité.
5. Le temps est venu de dresser un horizon commun.
6. Le temps est venu de ne plus sacrifier le futur au présent.
7. Le temps est venu de résister à la fatalité.
8. Le temps est venu de ne plus laisser l'avenir décider à notre place.
9. Le temps est venu de ne plus se mentir.
10. Le temps est venu de réanimer notre humanité.
11. Le temps est venu de la résilience.
12. Le temps est venu de prendre soin et de réparer la planète.
13. Le temps est venu de traiter les racines des crises.
14. Le temps est venu d'appréhender l'ensemble des crises écologiques, climatiques, sociales, économiques et sanitaires comme une seule et même crise : une crise de l'excès.
15. Le temps est venu d'entendre la jeunesse et d'apprendre des anciens.
16. Le temps est venu de créer du lien.
17. Le temps est venu de miser sur l'entraide.
18. Le temps est venu d'applaudir la vie.
19. Le temps est venu d'honorer la beauté du monde.
20. Le temps est venu de se rappeler que la vie ne tient qu'à un fil.
21. Le temps est venu de nous réconcilier avec la nature.
22. Le temps est venu de respecter la diversité et l'intégrité du vivant.
23. Le temps est venu de laisser de l'espace au monde sauvage.
24. Le temps est venu de traiter les animaux en respectant leurs intérêts propres.
25. Le temps est venu de reconnaître l'humanité plurielle.
26. Le temps est venu d'écouter les peuples premiers.
27. Le temps est venu de cultiver la différence.
28. Le temps est venu d'acter notre communauté de destin avec la famille humaine et tous les êtres vivants.
29. Le temps est venu de reconnaître notre vulnérabilité.
30. Le temps est venu d'apprendre de nos erreurs.
31. Le temps est venu de l'inventaire de nos faiblesses et de nos vertus.
32. Le temps est venu de nous concilier avec les limites planétaires.
33. Le temps est venu de changer de paradigme.
34. Le temps est venu d'opérer la mue d'un système périmé.
35. Le temps est venu de redéfinir les fins et les moyens.
36. Le temps est venu de redonner du sens au progrès.

Le temps est venu, 100 principes pour un monde nouveau

Nicolas Hulot, écologiste, France Inter, 6 mai 2020

37. Le temps est venu de l'indulgence et de l'exigence.
38. Le temps est venu de s'émanciper des dogmes.
39. Le temps est venu de l'intelligence collective.
40. Le temps est venu d'une mondialisation qui partage, qui coopère et qui donne aux plus faibles.
41. Le temps est venu de préférer le juste échange au libre-échange.
42. Le temps est venu de globaliser ce qui est vertueux et de dé globaliser ce qui est néfaste.
43. Le temps est venu de définir, préserver et protéger les biens communs.
44. Le temps est venu de la solidarité universelle.
45. Le temps est venu de la transparence et de la responsabilité.
46. Le temps est venu d'une économie qui préserve et redistribue à chacun.
47. Le temps est venu de mettre un terme à la dérégulation à la spéculation et à l'évasion fiscale.
48. Le temps est venu d'effacer la dette des pays pauvres.
49. Le temps est venu de s'émanciper des politiques partisans.
50. Le temps est venu de s'extraire des idéologies stériles.
51. Le temps est venu des démocraties inclusives.
52. Le temps est venu de s'inspirer des citoyens.
53. Le temps est venu d'appliquer le principe de précaution.
54. Le temps est venu de graver dans le droit les principes d'une politique écologique, sociale et civilisationnelle.
55. Le temps est venu de faire mentir le déterminisme social.
56. Le temps est venu de combler les inégalités de destin.
57. Le temps est venu de l'égalité absolue entre les femmes et les hommes.
58. Le temps est venu de tendre la main aux humbles et aux invisibles.
59. Le temps est venu d'exprimer plus qu'une juste gratitude à celles et ceux, souvent étrangers, qui dans nos pays hier et aujourd'hui exécutent des tâches ingrates.
60. Le temps est venu de valoriser prioritairement les métiers qui permettent la vie.
61. Le temps est venu du travail qui épanouit.
62. Le temps est venu de l'avènement de l'économie sociale et solidaire.
63. Le temps est venu d'exonérer les services publics de la loi du rendement.
64. Le temps est venu de relocaliser des pans entiers de l'économie.
65. Le temps est venu de la cohérence et de réorienter nos activités et nos investissements vers l'utile et non le nuisible.
66. Le temps est venu d'éduquer nos enfants à l'être, au civisme, au vivre ensemble et de leur apprendre à habiter la terre.
67. Le temps est venu de nous fixer des limites dans ce qui blesse et aucune dans ce qui soigne.

Le temps est venu, 100 principes pour un monde nouveau

Nicolas Hulot, écologiste, France Inter, 6 mai 2020

69. Le temps est venu d'apprendre à vivre plus simplement.
70. Le temps est venu de nous réapproprier le bonheur.
71. Le temps est venu de nous libérer de nos addictions consuméristes.
72. Le temps est venu de ralentir.
73. Le temps est venu de voyager près de chez nous.
74. Le temps est venu de nous défaire de nos conditionnements mentaux individuels et collectifs.
75. Le temps est venu de faire naître des désirs simples.
76. Le temps est venu de distinguer l'essentiel du superflu.
77. Le temps est venu d'arbitrer dans les possibles.
78. Le temps est venu de renoncer à ce qui compromet l'avenir.
79. Le temps est venu de la créativité et de l'impact positif.
80. Le temps est venu de lier notre je au nous.
81. Le temps est venu de croire en l'autre.
82. Le temps est venu de revisiter nos préjugés.
83. Le temps est venu du discernement.
84. Le temps est devenu d'admettre la complexité.
85. Le temps est venu de synchroniser science et conscience.
86. Le temps est venu de l'unité.
87. Le temps est venu de l'humilité.
88. Le temps est venu de la bienveillance.
89. Le temps est venu de l'empathie.
90. Le temps est venu de la dignité pour tous.
91. Le temps est venu de déclarer que le racisme est la pire des pollutions mentales.
92. Le temps est venu de la modestie et de l'audace.
93. Le temps est venu de combler le vide entre nos mots et nos actes et d'agir en grand.
94. Le temps est venu où chacun doit faire sa part et être l'artisan du monde de demain.
95. Le temps est venu de l'engagement.
96. Le temps est venu de croire qu'un autre monde est possible.
97. Le temps est venu d'un élan effréné pour ouvrir de nouvelles voies.
98. Le temps est venu sur cette matrice de choisir, encourager et accompagner nos dirigeants ou représentants.
99. Le temps est venu pour chacun de faire vivre ce manifeste.
100. Le temps est venu de créer un lobby des consciences.

Alerte, plus que jamais les États-Unis préparent quelque chose de majeur au Venezuela**Sergio Rodriguez Gelfenstein, Politika, 7 mai 2020**

Le 19 août 1942, les forces alliées débarquèrent dans les environs de Dieppe en Normandie. Cette opération qui s'est soldée par la mort de plusieurs milliers de soldats et de prisonniers alliés avait plusieurs objectifs, mais le principal était d'évaluer l'état et la force des défenses allemandes. Le vrai débarquement eut lieu le 6 juin 1944. Les agressions armées contre le Venezuela pourraient avoir le même objectif: évaluer la capacité de réponse à une invasion parrainée par les États-Unis.

Après la disparition de l'Union Soviétique et la fin du monde bipolaire, les États-Unis demeurèrent sans ennemi, mais ils avaient besoin d'en créer un nouveau maintenant que la « fin de l'histoire » avait rendu possible que le capitalisme domine le monde pour l'éternité. Mais une telle situation provoqua un déséquilibre dans la structuration de plans hégémoniques impériaux. Pour cette raison, ils décidèrent de se trouver un nouvel ennemi qui leur permettrait d'établir un nouvel ordre mondial selon leurs intérêts. Dans ce contexte, le narco trafic et les migrants sans papier d'identité vinrent occuper cette place comme axes de réorganisation de leur puissance militaire. En Amérique latine, ces plans durent s'ajuster lorsqu'à la fin du 20ème siècle, le dernier soldat de l'armée d'occupation yankee au Panama dut abandonner le territoire de ce pays selon les accords Torrijos-Carter.

Même si depuis la signature de ces traités le Pentagone avait commencé à prendre des mesures pour réorganiser son contingent belliqueux dans l'hémisphère occidental, le processus provoqua plusieurs contrariétés pour le haut commandement militaire américain. Le Plan Colombie fut la procédure désignée pour restructurer leur présence militaire dans la région à partir d'une prétendue lutte contre le trafic de drogue.

Deux faits auront un nouvel impact à ce propos: en premier lieu, la victoire électorale de Hugo Chavez en 1998 au Venezuela qui initia un processus de transformation des règles du jeu dans la région et, d'un autre côté, les actions terroristes perpétrées par des forces obscures encore non identifiées le 11 septembre 2001 qui permirent aux États-Unis et au président Bush de désigner le terrorisme comme son ennemi principal. Ainsi, en échange de 3 000 morts dans les Tours jumelles, chiffre illusoire si on le compare aux 100 000 à 200 000 mort que Trump est disposé à sacrifier en vue de sa réélection, Bush profita des événements du 11 septembre 2001 pour inaugurer une structure unipolaire du monde, émergeant comme le seul vainqueur après ces faits ténébreux.

La fusion opératoire de ces deux ennemis permis de donner vitalité et globalité au concept de narco terrorisme. Même s'il était apparu dans les années 1980 en Colombie pour désigner les grands cartels de la drogue qui réalisaient d'horribles actions armées contre la population civile, les États-Unis s'emparèrent du terme à partir de 2001 et sa diffusion massive commença en raison du besoin qu'ils éprouvaient de désigner un ennemi après leur invasion de l'Afghanistan en octobre de cette année. Dès lors, la machine médiatique transnationale s'est chargée d'associer cette appellation avec n'importe quel gouvernement ou organisation politique ou social qui n'obéissait pas aux dictats de Washington et qui ne s'ajustait pas à son nouveau schéma de domination. De la sorte, ces deux termes ont été associés de manière perverse sous l'appellation « d'axe du mal », un concept émis par le président Georges W. Bush le 29 janvier 2002 dans son discours sur l'État de l'Union devant le Congrès de son pays.

Alerte, plus que jamais les États-Unis préparent quelque chose de majeur au Venezuela **Sergio Rodriguez Gelfenstein, Politika, 7 mai 2020**

Cette conceptualisation politique oublie que l'Iran, Cuba, le Venezuela et le Nicaragua, ont été référencé par des organisation internationales indépendantes des États-Unis et de l'Organisation des Nations Unies comme des pays qui se démarquaient dans la lutte contre le trafic de drogue, en plus d'avoir un pourcentage infime de consommation interne. L'incorporation à cette lutte de l'organisation islamique libanaise Hezbola est compréhensible uniquement comme une partie d'un mécanisme de sustentation de la politique des États-Unis au Proche-Orient qui trouve en Israël son principal support.

À l'heure actuelle, l'irradiation médiatique du concept de narco terrorisme poursuit des objectifs similaires dans ces régions du globe où les États-Unis possèdent des intérêts géopolitiques stratégiques.

Au Proche-Orient, avant l'achèvement et la rénovation probable de l'accord sur le nucléaire iranien en absence des États-Unis, ceux-ci se retrouveront encore plus isolés de l'Europe alors que leur posture n'est appuyée que par Israël et l'Arabie Saoudite, leurs traditionnels alliés dans la région.

Les sanctions envers l'Iran ont affecté de manière tangible leur économie, mais cela n'a pas brisé sa volonté de résistance et son appui aux positions anti-impérialistes et antisionistes dans la région. L'Europe a déjà annoncé que, contrairement à sa politique traditionnelle, dans ce cas elle ne se pliera pas aux États-Unis, ce qui laisse le gouvernement de Trump dans une position de faiblesse dans cette zone stratégique de la planète.

C'est dans les mêmes conditions que s'inscrivent les récentes actions impérialistes en Amérique latine et dans les Caraïbes, en particulier contre Cuba et le Venezuela. L'incursion navale du 3 mai dernier, réalisée par des déserteurs vénézuéliens, organisés et entraînés par une entreprise privée spécialisée dans le recrutement de mercenaires des États-Unis

avec le financement de ces derniers et de l'extrême-droite terroriste du Venezuela, rend compte que, en plus de la pression par la voie terrestre, maintenant Washington a commencé à agir par la voie maritime.

Une expression de cela sont les manœuvres navales de l'OTAN, sous le commandement des États-Unis dans la mer des Caraïbes; l'irruption d'un bateau portugais qui transportait des mercenaires dans les eaux territoriales du Venezuela, qui après un rencontre violente avec une frégates de l'armée bolivarienne, fut obligé à se retirer aux Antilles hollandaises; l'incorporation d'un bateau des Pays-Bas et l'usage du territoire des îles hollandaises des Caraïbes, situées très proches des côtes vénézuéliennes comme base d'opération de l'OTAN contre notre pays, (L'auteur est vénézuélien).

De même, on doit considérer la présence de navires britanniques, français et espagnols, dans la Mer des Caraïbes et la capture de deux bateau remplis de cocaïnes qui se dirigeaient de la Colombie, l'un vers le Brésil et l'autre en Espagne, qui après avoir été arraisonnés, servirent d'excuse pour tenter de démontrer dans les médias internationaux qu'en fait leur cargaison provenait du Venezuela.

Tout cela dessine un argument supplémentaire au travers duquel on prépare le conflit. En cette période où les frontières terrestres de même que les aéroports sont fermés et que le transport aérien est réduit à son expression minimale, la voie maritime apparaît comme la principale et quasi unique route pour les échanges du Venezuela avec l'extérieur.

Cela explique l'extraordinaire et insolite déploiement militaire et naval de l'OTAN dans les Caraïbes sous le couvert d'opérations antidrogues dans une région où ne circule que 4% du total de la cocaïne que la Colombie envoie aux États-Unis dans son parfait commerce de la plus grande offre pour satisfaire la plus grande demande.

Alerte, plus que jamais les États-Unis préparent quelque chose de majeur au Venezuela

Sergio Rodriguez Gelfenstein, Politika, 7 mai 2020

Toutes les autres actions mentionnées auparavant forment une partie de cette phase exploratoire que l'OTAN et le Commandement Sur sont en train de réalisé dans la préparation d'une action contre le Venezuela, cette fois avec des soldats professionnels sous le commandement directe du Pentagone.

La sous-traitance des opérations poursuivent l'objectif d'obtenir des informations sur la capacité de réponse technique opératoire du dispositif de défense des forces armée du Venezuela dans le cadre de la conception de la « guerre de tout le peuple ». Devant ce fait, de hauts fonctionnaires américains ont reconnu qu'il leur était très difficile de planifier et éventuellement d'exécuter des opérations sans connaître la quantité et la qualité de la milice et le peuple militairement organisé.

Devant cela, il est probable que l'action militaire des États-Unis se tourne vers des opérations de type chirurgicaux de capture des haut dirigeants boliviens ou par l'occupation de certaines des nombreuses îles des Caraïbes qui appartiennent au Venezuela afin d'installer un gouvernement provisoire qui demande l'aide des États-Unis pour attribuer un faux support légal à une éventuelle invasion à grande échelle du territoire national.

Une autre possibilité serait la réalisation d'une opération de fausse bannière au Brésil ou en Colombie, organisée et exécutée par des forces spéciales des États-Unis ou d'Israël et l'appui des gouvernements de ces pays avec l'objectif d'accuser le Venezuela, les FARC et l'ELN, l'Iran, le Hezbollah, ou n'importe qui, que les laboratoires de la terreur des organes d'intelligence américaines à la recherche d'un motif pour légaliser une action de grande envergure contre le Venezuela auront désigné.

Dans la mémoire récente, il y a les armes atomiques en Irak, la répression du peuple par Kadhafi sur la Place verte à Tripoli, les armes chimiques jamais découvertes en Syrie, la présence d'Oussama Ben Laden en Afghanistan, tout cela s'est avéré faux, mais ces faux motifs ont servi à justifier les invasions des États-Unis qui ont provoqué des millions de

morts et des centaines de millions de dollars de dommages produits par l'agression impériale.

À l'heure actuelle, il est amplement démontré — par les propres déclarations de ses plus hauts représentants — que les États-Unis ont posé toutes leurs cartes sur la table pour renverser le gouvernement du Venezuela. À cela, il faudrait ajouter aujourd'hui, le contexte électoral qui, il y a à peine deux mois, favorisait largement Trump, est en train de se renverser de façon accélérée suite à sa désastreuse conduite de la crise provoquée par la pandémie du COVID-19 et la situation funeste de l'économie de la puissance nord-américaine. Il faudrait ajouter à cela la décision publique des présidents de la Colombie et du Brésil de subordonner la souveraineté de leur pays aux États-Unis afin de gagner son appui pour tempérer leur propre discrédit intérieur.

L'alerte est donnée, avant chaque nouvelle déroute de la politique des États-Unis, émergent aussi de nouvelles actions développées dans ses laboratoire de génération et de promotion du terrorisme. C'est évident — parce que c'est ce que disent également leurs dirigeants — qu'ils iront en augmentant et en serrant le nœud coulant contre le Venezuela. Dans cette mesure, tant que s'approcheront les élections présidentielles du mois de novembre et que continueront de s'accroître — comme le prédisent les scientifiques — le nombre des contaminés et des morts par la pandémie au États-Unis, le danger sera plus grand.

Il y a quelques années, il se disait qu'il fallait être alertes parce que l'épée de Bolivar se promenait en Amérique latine, aujourd'hui, il faut avoir cette épée prête pour défendre la ville et le pays natal du Libérateur.

Traduit de l'espagnol par Yves Carrier

Dim.	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi
31	01	02	03	04	05	06
07	08	09	10	11	12	13
14	15	16	17	18 Soirée mensuelle du CAPMO sur ZOOM Pandémie et enjeux démocratique 19 h à 21 h	19	20
21 Journée nationale des peuples autochtones	22	23	24 Fête nationale du Québec	25	26	27
28	 <p>Les événements engagés de la Capitale-Nationale et plus !</p> <p>Média de la démocratie en action</p> <p>www.reseauforum.org</p> <p>Le seul média pour une vue d'ensemble des activités socio-politiques et communautaires : arts engagés, solidarité locale et internationale, défense des droits, démocratie, écologie ... — manifestations, conférences, ateliers, etc.</p>			01 Fête du Canada	02	03